



# Les cahiers de l'Opinion

## Patrimoine

### Assurance-vie, actions, or : les stratégies gagnantes pour investir efficacement

Alors que le taux du Livret A va baisser à 1,5% au 1<sup>er</sup> février et que l'environnement géopolitique est particulièrement incertain, **il est plus que jamais difficile de savoir où investir son argent cette année.**

**L**ivrets, assurance-vie, Bourse, SCPI, ETF ou métaux précieux... Que privilégier en 2026 ? Comment muscler votre épargne ? Comment doser sécurité et performance, comment diversifier sans alourdir ni les frais ni la fiscalité ? Réponses d'experts.

#### LES LIVRETS : À NE PAS BOUDER

Et de trois : la rémunération du Livret A - et de son petit-frère, le Livret de développement durable et solidaire (LDDS) - va baisser, pour la troisième fois en 12 mois, à 1,5% au 1<sup>er</sup> février prochain. Ces reculs successifs s'expliquent par la chute de l'inflation à laquelle ces livrets réglementés (dont les paramètres sont fixés par l'Etat) sont partiellement indexés. Il ne faudrait pas, pour autant, boudier son Livret A et/ou son LDDS. « 1,5%, ce n'est pas si mal sachant que les intérêts ne supportent ni fiscalité, ni prélèvements sociaux, et que l'inflation est à 0,8% », observe Gilles Belloir, directeur général du courtier web placement-direct.fr.

« Quel que soit le taux du Livret A, il faut mettre de l'argent sur les livrets réglementés qui protègent de l'inflation. C'est mieux que de laisser des liquidités sur son compte bancaire. Dans ce cas-là, c'est la banque qui fait fructifier votre argent, pas vous », souligne Benjamin Magny, directeur général délégué de Groupe Orion, un groupement de conseillers en gestion de patrimoine. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille remplir

ses livrets à ras bord. « Il n'y a pas besoin d'atteindre le plafond de versement. Mettre l'équivalent de trois mois de salaire dans son Livret A est suffisant », estime Andrea Tueni, responsable des activités de marchés chez Saxo Banque.

#### L'ASSURANCE-VIE : À ÉTUDIER DE PRÈS

Comme tous les débuts d'année, le bal des rendements des fonds euros bat son plein. Selon les premiers taux communiqués par les assureurs, la rémunération des supports sécurisés (le capital est garanti) de l'assurance-vie devrait rester stable, aux alentours de 2,6%. « Compte tenu des taux élevés des obligations, les assureurs ont intérêt à collecter sur le fonds euros. Ils devraient d'ailleurs continuer à proposer des offres promotionnelles cette année », pronostique Gilles Belloir. En contrepartie d'un « gros » versement ou d'un pourcentage investi dans les unités de compte (UC) non garanties, le rendement du fonds euros peut être majoré. De quoi rendre le placement encore plus attractif.

« Le rendement du fonds euros est aujourd'hui globalement supérieur à celui du Livret A, même en prenant en compte la fiscalité. Mais il ne faut pas se focaliser uniquement sur le taux d'intérêt. Il faut aussi prendre en compte la qualité du contrat, et plus particulièrement le nombre et la diversité des fonds proposés dans le cadre des UC », modère Benjamin Magny. « **Les épargnants doivent faire attention aux frais qui érodent la rentabilité et dont certains sont cachés, comme ceux liés à**

la gestion financière », renchérit Olivier Sanson, directeur général d'Ampli Mutuelle.

### LES ACTIONS : À SÉLECTIONNER AVEC SOIN

Les marchés boursiers, et plus particulièrement Wall Street, ont fini 2025 en fanfare. La performance sera-t-elle rééditée en 2026 ? Pour Hervé Thiard, DG de la succursale française de la société de gestion Pictet, le doute n'est pas de mise de l'autre côté de l'Atlantique. « L'économie américaine va bien et ira encore mieux au second semestre 2026. Sa croissance est alimentée en grande partie par les gains de productivité générés par l'intelligence artificielle. Il faut donc continuer à acheter des actions américaines », conseille-t-il.

Même sur le Vieux Continent, les perspectives s'avèrent positives. « En Europe, les valorisations devraient bénéficier d'une économie plus solide, portée notamment par les plans de relance budgétaires allemands », juge Alexandra Préaux, directrice de l'Echiquier Gestion Privée. En outre, « investir dans des actions de la zone euro permet de ne pas s'exposer au risque de change. Pour rappel, le dollar a perdu 12% l'an dernier », ajoute Gilles Belloir.

Au-delà des zones géographiques, certains secteurs d'activité méritent l'attention. « Pour les valeurs de l'IA, il est préférable de privilégier les pelles et les pioches, comme les fabricants de semi-conducteurs qui profitent de l'essor des centres de données. On peut aussi miser sur les applications de la technologie, telle que la robotique », détaille Hervé Thiard. « La défense continue d'être un secteur porteur, estime, pour sa part, Andrea Tueni. Les dépenses de défense ne sont plus aujourd'hui une option pour les pays européens, mais une obligation. »

« Je conseille d'investir dans des valeurs bancaires. Les banques profitent d'un environnement de taux favorable et allègent leur réseau d'agences, ce qui augmente leurs marges », avance Gilles Belloir. Enfin, « 2026 va être l'année des bio-

techs, avec beaucoup de résultats cliniques positifs, la sortie de nouveaux traitements et le retour des fusions et acquisitions », assure Hervé Thiard.

### LES SCPI : À RECONSIDÉRER

Les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) ne sont plus aujourd'hui considérées comme le Graal. « Il y a eu une correction du marché, liée à la baisse des prix de l'immobilier, elle-même consécutive de la hausse des taux d'intérêt qui ont renchéri les crédits », raconte Jean-François Chaury, DG de la société de gestion immobilière Advenis Real. « Les SCPI ont longtemps été présentées comme de l'immobilier liquide. La baisse des valorisations a rendu les épargnants, mais aussi les conseillers, plus attentifs et sélectifs », observe Olivier Sanson.

Pour Gilles Belloir, « il faut privilégier les SCPI nouvelle génération qui ont profité de la baisse des prix immobiliers et dont certaines n'exigent pas de frais d'entrée. Si elles se rattrapent en pratiquant des frais de gestion plus élevés, l'investisseur reste le plus souvent gagnant au final. » Jean-François Chaury ne jure, lui, que par les SCPI européennes, composées de biens situés dans différents pays d'Europe (hôtels en Espagne, entrepôts en Scandinavie...) : « Les SCPI françaises sont investies en moyenne à 70% en Ile-de-France. Acquérir des parts dans des SCPI européennes permet de davantage diversifier son investissement, et de profiter de plus d'opportunités ».

Sans oublier que les dividendes (les loyers versés au prorata des parts et réduits des frais de gestion) supportent la fiscalité du pays et sont exonérés de CSG et de CRDS. « Avec un rendement de 5%, la rémunération nette d'imposition d'une SCPI française sera de 2,5%, contre 3,5% à 4% pour une SCPI européenne », illustre Jean-François Chaury.

### LES ETF : À ADOPTER

Les Français, notamment les plus jeunes, se sont rués l'an dernier sur les Exchange traded funds (ETF), que l'on peut traduire par « fonds cotés en Bourse ». Ils devraient faire de même cette année. Ces fonds, qui répliquent la composition des indices, sont facilement compré-



hensibles. Surtout, comme ils ne nécessitent pas l'intervention d'un gérant, leurs frais de gestion sont réduits à la portion congrue. « Les ETF sont des bons produits, résume Olivier Sanson. D'ailleurs, on les utilise dans l'allocation d'actifs de notre fonds euros ».

Les règles appliquées aux fonds classiques valent également pour les fonds indiciels. « Il est préférable de souscrire trois ou quatre ETF, en vue de diversifier les thématiques et les zones géographiques, conseille Andrea Tueni. Il est judicieux de mettre en place des investissements programmés avec une allocation diversifiée, comme par exemple, 20 % d'Etats-Unis, 30 % d'Europe, 30 % d'Asie et 20 % de matières premières ».

#### **PER : À APPRÉHENDER SUR LE LONG TERME**

Le plan d'épargne retraite (PER) ne délivre pas tout de suite de la performance puisqu'il est bloqué jusqu'à la retraite (hormis en cas d'achat de la résidence principale ou d'accident de la vie). Mais difficile de passer à côté de ce placement, destiné à se constituer un complément de revenu à la retraite, tant il rencontre du succès (12 millions de souscripteurs en six ans d'existence). Les épargnants apprécient de pouvoir sortir en capital et/ou en rente. Surtout, les versements volontaires sont déductibles du revenu imposable dans une limite élevée (plus de 37 000 euros pour les salariés et fonctionnaires, près de 89 000 euros pour les indépendants).

Toutefois, le PER n'est pas fait pour tout le monde. Compte tenu du blocage des capitaux, il faut disposer de liquidités par ailleurs pour faire face aux dépenses imprévues. Pour profiter pleinement de la déduction fiscale, mieux vaut être imposé à 30 %, 41 % ou 45 %. Enfin, il faut savoir qu'une version provisoire du projet de loi de finances 2026 prévoit que les détenteurs de PER ne pourront plus déduire leurs versements à compter de 70 ans, ainsi qu'un durcissement de la fiscalité en cas de décès du souscripteur là aussi à partir de 70 ans. Mais encore faut-il que le texte soit voté un jour...

#### **L'OR : À ENVISAGER**

Le métal jaune n'en finit pas d'atteindre des sommets et ce ne devrait pas être fini. « L'or est devenu un incontournable aujourd'hui. La demande est tirée par les achats des banques centrales, l'appétence pour l'or physique des habitants en Asie, la dédollarisation de certains pays pour des questions de souveraineté

et aussi parce que la dette américaine atteint un niveau inquiétant », énumère Andrea Tueni. Sans compter que les bruits de bottes de ces dernières semaines confortent son statut de valeur refuge.

Toutefois, acheter des lingotins ou des Napoléons n'est pas forcément une bonne idée. D'abord parce qu'ils coûtent cher. Ensuite parce qu'il faut les stocker chez soi avec un risque de vol ou à la banque, ce qui engendre des frais de garde. « Le plus simple est d'acquérir des ETF répliquant les performances du métal précieux », conseille Andrea Tueni. Malin et peu cher.

Jean-Philippe Dubosc

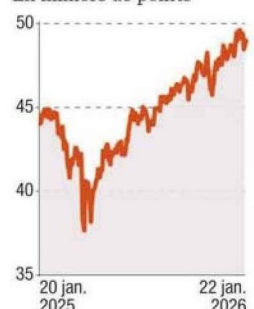
#### **Hausse de la CSG :**

#### **quel impact ?**

Le budget de la Sécurité sociale pour 2026 a instauré une hausse de 1,4 point de la CSG sur les revenus de certains placements. La « flat tax » est ainsi portée à 31,4 % pour les intérêts et plus-values des livrets bancaires, des comptes à terme, des plans d'épargne en actions (PEA), des comptes-titres et des plans d'épargne retraite (PER). En revanche, l'assurance-vie et l'épargne logement (PEL et CEL) gardent la flat tax à 30 %. Les livrets réglementés (Livret A, LDDS, LEP, Livret Jeune) étant défiscalisés, ils ne sont pas concernés par cette hausse d'imposition.

## Cours du Dow Jones

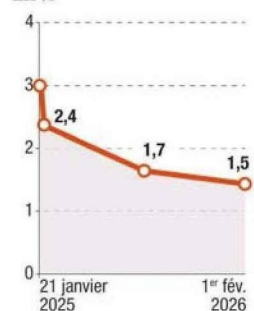
En milliers de points



SOURCE : BOURSORAMA

## Taux du Livret A

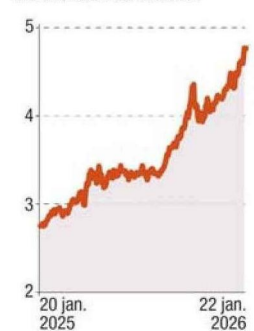
En %



SOURCE : BOURSORAMA

## Cours de l'or

En milliers de dollars



SOURCE : BOURSORAMA



ADOBE FIREFLY/L'OPINION

Face à un large choix de **placements** et des recommandations divergentes, privilégier un secteur plutôt qu'un autre n'est pas toujours évident.